

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## 46 % d'abstentions

Plus de 46 % d'abstentions à Paris pour un vote d'ampleur nationale ! C'est plus encore que le pourcentage d'abstentionnistes au premier tour de Nancy, il y a une semaine. A Nancy d'ailleurs, ils ne sont que peu nombreux les abstentionnistes du premier tour à être allés voter au second tour. C'est un phénomène frappant. Désintérêt pour la politique des grands partis et baisse de confiance dans le jeu électoral bourgeois.

Ceci dit, le fait spectaculaire des deux élections partielles de ce week-end est le licenciement (pour raisons politiques et non économiques seulement) de Servan-Schreiber, à Nancy. C'est à la fois la condamnation d'une certaine conception de la politique — l'opportunisme des radicaux qui entendent soutenir le gouvernement sans dire qu'ils le soutiennent mais tout en le soutenant. Les électeurs ne s'y sont pas laissés prendre. Ils ont condamné la politique de chômage de Giscard-Barre en renvoyant J. J. Servan-Schreiber. C'est une des réponses aux accords sur la sidérurgie qui prévoient de 15 à 20 000 licenciements.

Cette élection de Nancy, c'est aussi, par contre-coup, une montée relative du PS. Montée relative qui vient confirmer l'élection partielle du XIV<sup>e</sup> arrondissement. Tout le monde sent bien que si le PS gagne ici ou là des voix, c'est avant tout parce que le PCF en perd. Le premier tour de scrutin de l'élection parisienne était la dernière chance pour le PCF de faire croire que les baisses électorales qu'il connaît depuis plusieurs semaines n'étaient que des faits locaux. Cette chance est perdue.

Le PCF s'est donc affaibli dans toutes les élections législatives partielles de cet après-mars 1978. C'est le constat que la politique qu'il propose ne répond pas aux aspirations des électeurs. Ajoutée à la crise interne que connaît le Parti de Marchais, cette constatation est un fait politique marquant de cette rentrée 1978.

Des élections où la droite et le PCF perdent des plumes mais qui constituent plus largement un avertissement à tous les grands partis traditionnels.

Philippe LECLERC

A Metz, grand succès du rassemblement de soutien aux résidents des foyers Sonacotra — 2 000 participants. (Compte-rendu dans notre prochaine édition).

## CONTRE LES LICENCIEMENTS

• Lorraine • Région de Marseille • Toulon

# Manifestations et grèves



(Voir nos articles en page 3)

## L'armée rhodésienne agresse le Mozambique !



Un combattant de la ZANLA

De mercredi à samedi dernier, les forces de l'armée rhodésienne, soutenues par des chasseurs et des bombardiers, ont, une fois de plus, lancé des raids de représailles contre les guérilleros du Zimbabwe basés au Mozambique.

Sans aucun respect des frontières territoriales du Mozambique, l'armée rhodésienne a lancé ses opérations jusqu'à 200 km à l'intérieur de ce pays souverain, touchant vingt-cinq bases de maquisards de l'Armée africaine de Libération du Zimbabwe (ZANLA). Organisation armée de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), dirigée par Robert Mugabe, la ZANLA pos-

sède des bases de repli au Mozambique. Il y a aussi des camps de réfugiés, spécialement visés par les raids meurtriers de l'armée de Smith.

Ne manquant vraiment pas de cynisme, le commandement militaire rhodésien a le front de s'insurger contre le fait que des blindés de l'armée mozambicaine aient résisté à l'agression !

Par ailleurs, l'autre régime raciste d'Afrique, l'Afrique du Sud vient de décider unilatéralement d'organiser des élections en Namibie, sans le contrôle de l'ONU. Ce véritable défi vise à instaurer un pouvoir fantôme en Namibie. Alors que l'ONU avait fixé au 31 août 1977, le retrait total de l'administration de Verster hors de Namibie, l'Afrique du

Sud avait déjà à l'époque violé cette décision.

L'ONU a alors proposé d'organiser des élections libres après plusieurs mois de campagne électorale pour permettre l'expression des forces patriotiques. Mais, une nouvelle fois, Verster montre le peu de cas qu'il fait des décisions de l'ONU, en brusquant les élections et en organisant un recensement des électeurs sur ses critères « à lui ».

Bref, une mascarade. Mais la SWAPO (Organisation du peuple d'Afrique du Sud-Ouest) vient d'annoncer une nouvelle offensive armée. Par ailleurs, un autre groupe nationaliste (la SWANU) vient d'annoncer qu'il rejoindrait la lutte armée.

Telle est la réponse aux criminels !

## Lycées et CET

« Lutter tous ensemble » : article communiqué par la Jeunesse communiste marxiste-léniniste.

Page 6

## La Palestine : une terre, un peuple

Il y a 30 ans, l'État d'Israël se créait à coup de terrorisme et de massacres contre le peuple palestinien. Il n'a cessé depuis lors de démontrer son caractère expansionniste.

Page 8

## Vietnam

Après le Parti communiste thaïlandais, ce sont les guérilleros des Philippines auxquels le Vietnam cesse son soutien. Qu'attendre d'autre d'un pays qui a envahi le Kampuchea démocratique ?

Page 2

## L'Europe de l'acier

Luxembourg, Sarre, Belgique. Aujourd'hui, c'est la restructuration dans les Pays-Bas et la Grande Bretagne qui est abordée. Une conclusion se dégage déjà, l'ARBED (belge) devient le 4<sup>e</sup> monopole mondial.

Page 5

# Le Vietnam ne soutient plus les guérilleros des Philippines !

Décidément, le Vietnam ne recule devant rien pour se faire bien voir des gouvernements du Sud-Est asiatique : c'est ainsi que le président des Philippines, Marcos, a déclaré que le premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, en visite à Manille (capitale des Philippines), lui avait assuré que le Vietnam ne soutiendrait plus les guerillas dirigées par le Parti communiste des Philippines.

Ceci n'est pas un simple accident de parcours. Déjà, la semaine dernière, au cours de sa visite en Thaïlande, à la question « Est-ce que le Parti et le peuple vietnamiens refuseront dorénavant leur soutien aux guerilleros thaïlandais ? », Pham Van Dong avait répondu : « Je voudrais souligner avec netteté que cela est le cas. »

Il n'y a donc plus aucun doute possible : le Vietnam que tous les peuples du monde avaient soutenu de tout leur cœur, le Vietnam qui avait mené une grande lutte de libération et s'était acquis par là-même l'estime de tous les progressistes, le Vietnam, donc, décide de cracher sur tout cela ! Des peuples en lutte pour leur libération, en Thaïlande et

aux Philippines, est-ce que ce n'est pas gênant quand on décide d'étendre son influence en Asie du Sud-Est ? Déclarer publiquement qu'on ne les soutiendra plus, est-ce que ce n'est pas le meilleur moyen d'obtenir les bonnes grâces des gouvernements de ces pays ?

### LA SOLIDARITÉ RENIÉE

De plus, les partis qui dirigent ces luttes armées restent fidèles au marxisme-léninisme et à la pensée maotsetoung, et cela le Vietnam ne l'accepte pas.

Mais nous voudrions rappeler un fait : lorsque les marxistes-léninistes du monde entier ont soutenu la lutte du peuple vietnamien, jamais ils n'ont critiqué pu-

bliquement la politique définie par le Parti vietnamien. Quelles qu'étaient les divergences politiques (et il y en avait), jamais les marxistes-léninistes, chinois ou autres, n'ont exigé du Vietnam qu'il change de politique s'il voulait continuer à recevoir leur aide. Cette aide a toujours été désintéressée et sans contre-partie. Alors, aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence, même si cela fait mal : ces principes de solidarité internationaliste, le Vietnam (qui en a bénéficié plus que tout autre pays au monde) les renie.

### MOSCOU TIENT LE MEME LANGAGE

Enfin, derrière toutes ces positions, comment ne pas voir aussi l'influence de l'Union soviétique. Voici un extrait d'un article de l'Agence Tass qui ne contredirait pas les dirigeants vietnamiens : « En Malaisie et en Indonésie, les communautés chinoises forment la base des mouvements rebelles engagés dans les activités subversives contre les gouvernements de ces pays tandis qu'en Birmanie, les

rebelles antigouvernementaux sont armés par la Chine et qu'aux Philippines, les agents maoïstes ont monté un centre de subversion. » Après les guerilleros thaïlandais et philippins, à quand la cessation de l'aide du Vietnam aux communistes malaisiens, indonésiens, birmans ?

### LA CHINE SOUTIENT LES PEUPLES EN LUTTE

Devant tant d'ignominie, comment ne pas rappeler ici les positions si correctes de la Chine sur les mêmes questions ? Bien sûr, la Chine veut entretenir de bonnes relations avec tous les pays du monde, et en particulier avec les États voisins, mais jamais cela n'a signifié qu'elle n'accorderait plus son aide aux justes luttes des peuples.

Teng Hsiao-ping lui-même l'a réaffirmé, justement lors d'une visite en Thaïlande. Alors qui mène une politique expansionniste sans scrupule ? Les faits ci-dessus parlent d'eux-mêmes.

Claude LIRLA

## Nicaragua

Dans le petit jardin,  
Derrière la maison,  
Par un mètre de fond,  
Son corps.

Son front,  
tenace face à l'adversité.  
Ses yeux,  
flammes qui crépitaient dans l'impatience du matin.

Sa bouche,  
qui disait oui quand il fallait se battre,  
sa bouche qui criait non à toutes les injustices.

Sa poitrine,  
et un cœur qui battait  
de tout le sang d'un peuple.

Son poing,  
serré encore.

Ses jambes,  
qu'il ficha en terre,  
sa terre,  
pour ne pas la quitter.

Dans le petit jardin,  
Derrière la maison,  
Par un mètre de fond,  
Son corps criblé de balles.

Corps d'insurgé,  
Corps de rebelle,  
Corps simplement d'enfant  
Qui savait dire non.

Il avait 14 ans,  
Armand.

Mais qu'ils aient 14 ans, 20, 30, 60,  
Ils ont déjà dit oui,  
A ton appel,  
Armand.

Cahoussaq Massi

Armand, c'est le vrai nom d'un jeune Nicaraguayen de 14 ans, assassiné froidement dans la rue par la Garde nationale du président Anastasio Somoza, lors de l'opération de « pacification » de la ville de Leon, tenue pendant trois jours par le Front sandiniste de libération nationale et toute la population à ses côtés. Les assassins de la Garde nationale ont enfoncé les portes des maisons, dans les quartiers pauvres, jetés dehors tous les jeunes de 14 à 26 ans et les ont abattus sans autre forme de procès dans la rue.

### Des milliers d'assassinats



Ce poème est en fait l'illustration de ce qui se passe dans tout le pays maintenant que la Garde nationale a repris le contrôle des villes qui étaient tenues par les insurgés. Un véritable massacre général, un génocide. Le nombre des victimes se chiffre par milliers mais on ne peut connaître le chiffre exact. Les combattants tués sont enterrés à la hâte par les familles pour éviter d'être à leur tour les cibles de la Garde. Mais ce sont surtout les civils qui sont touchés. Ils sont tués lors des bombardements ou assassinés par la Garde lors des opérations de ratissage.

Les méthodes nazies sont de rigueur : la Garde contraint les gens à creuser leurs tombes avant de les tuer. Elle empêche la Croix rouge de secourir les blessés qui meurent faute de soins.

Carter, le soi-disant champion des droits de l'homme, ne semble guère s'émouvoir de ces milliers de morts. Somoza, lui, se félicite du travail de la Garde et, fier de la tuerie qu'il organise, il proclame bien haut : « De toute façon, je ne peux être remplacé. »

## Kampuchéa démocratique (Cambodge)

# «Un toit de tuiles» pour chaque famille avant 1980

La presse suédoise a publié, ces jours derniers, le récit de deux membres de la délégation du Comité suédois de solidarité avec le Kampuchéa démocratique, Melles Hedvig Ekerwald et Maria Wikander, de retour du Kampuchéa.

Elles décrivent notamment l'impressionnant travail mené à bien par le peuple du Kampuchéa pour reconstruire sa patrie et en particulier donner à chaque famille « un toit de tuiles » avant 1980.

La délégation a également été impressionnée par les travaux d'irrigation où participent en masse les jeunes du pays. Ainsi, entre Kompong Cham et Kompong Thom, 40 000 jeunes gens travail-



La reconstruction du pays avance à grands pas.

lent à l'édification d'un grand barrage. Hedvig Ekerwald explique que lorsque ces jeunes se marient, ils cessent en général de travailler sur ce genre de chantier et sont

employés dans les coopératives agricoles où ils reçoivent automatiquement un logement familial.

« Les conditions de travail nous ont rappelé d'autres pays du tiers monde » écrivent les deux membres de la délégation qui précisent que les cadences de travail « sont moins dures que dans une usine suédoise normale ».

La délégation suédoise, qui a pu se déplacer librement et parler avec tout le monde durant son voyage de quinze jours, affirme qu'elle n'a pas vu un seul soldat à proximité des lieux de travail et dément aussi les « informations » de la presse internationale, selon lesquelles les travail-

leurs seraient constamment surveillés par l'armée. Démentie aussi l'absurdité selon laquelle les personnes âgées ont disparu. « Les vieux, disent les deux femmes, travaillent dans les ateliers de village, à la vannerie ou à la fabrication d'outils agricoles, par exemple, et gardent les enfants pendant que leurs parents travaillent ».

Maria Wikander affirme en conclusion que « le peuple du Kampuchéa ne semble pas du tout souffrir. Bien au contraire. Les enfants jouent, les femmes bavardent, les hommes plaisantent, devant leurs maisons, une fois la journée terminée. »

## l'humanité rouge

L'Humanité rouge  
Pour toute correspondance  
BP 61 75861 Paris Cédex 18  
CCP 30 226 72 D La Source  
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International  
Annie Brunel

## Contre les licenciements

**Manifestations et grèves**

Terrin

**Reprise de Sud-Marine et de la SAM****Rien n'est réglé**

Le vendredi 22, la CGT appelle à voter la reprise du travail dans le secteur industrie mécanique du groupe Terrin.

Le vote avait été précédé la veille par un appel solennel du maire de Marseille, Defferre, en faveur de la reprise. Defferre avait même envoyé dans toutes les usines occupées des équipes de diffuseurs pour distribuer gratuitement le journal de l'après-midi qu'il contrôle.

La même opération avait eu lieu le jour-même du vendredi avec son journal *Le Provençal*.

La journée du vote a vu de nombreuses négociations se dérouler entre le patronat, les délégués syndicaux et le pouvoir.

Dans une lettre, Marion, le directeur de l'UIE s'engage à ce que l'AMPREP reprenne tout le personnel de Sud-Marine avec l'ancienneté et le statut. Il s'engage aussi à conserver l'activité principale de Sud-Marine, l'activité « Diesel Marine ».

Une lettre semblable a été envoyée dans la journée au personnel de la SAM (les travailleurs de Sud-Marine n'ont pas voulu voter avant.)

Suite à ces engagements écrits, le vote a eu lieu à Sud-Marine, et les résultats sont :

Sud-Marine : 304 votants (303 exprimés)  
Pour : 280  
Contre : 23  
Nul : 1

Le vote des travailleurs de la SAM a été dans le même sens qu'à Sud-Marine.

Certes, aujourd'hui, il n'y a pas de licenciements et l'ancienneté est conservée même si l'unification n'a pas été faite entre les salariés de Sud-Marine et de la SAM

(une des revendications).

D'autre part, la reprise du travail est conditionnelle : la CGT-réparation navale a déclaré : dans un communiqué :

« (...) Les sections SAM et Sud-Marine tiennent à déclarer que les positions

syndicales sur lesquelles se sont prononcés les salariés de Sud-Marine sont les mêmes pour ceux de la SAM, c'est-à-dire :

1) Confirmation individuelle et par écrit du maintien du contrat de travail et de l'ancienneté.

2) Une rencontre paritaire pour la signature par les employeurs de l'accord conventionnel (statut social).

3) Garantie du maintien du statut de la réparation navale pour Sud Marine. D'autre part, l'ensemble des salariés à l'unanimité a été d'accord pour que ce vote soit assorti d'une clause suspensive qui est la fixation par les pouvoirs publics d'une programmation des dates pour une négociation entre les représentants des ministres, des employeurs, des organisations syndicales

représentatives de la profession et les personnes concernées par le redémarrage ».

Mais il est certain que malgré l'engagement à ne pas licencier à la SAM et à Sud-Marine, la reprise par l'AMPREP ne règle pas les problèmes des travailleurs de la navale marseillaise :

— 80 licenciements (sur 1 20) sont officiels à Oliva.

— Le démantèlement est effectif malgré les promesses de Defferre et la reprise partielle affaiblit la lutte pour une solution globale.

La mobilisation se poursuit avec le sentiment que les dégâts ont été limités pour l'instant et l'objectif immédiat est la participation, ce lundi, à la manifestation que les travailleurs réservent à Barre à Toulon.

Fos-sur-Mer

**Pour la 5e équipe à Solmer**

La réduction du temps de travail est à l'ordre du jour pour les travailleurs postés en 3 x 8 dans toute l'industrie. Cinq équipes au lieu de quatre, ça veut dire d'abord de meilleures conditions de vie, et c'est aussi une réponse au problème du chômage. C'est la revendication prioritaire et depuis des mois déjà les travailleurs se mobilisent. En juin, en assemblée générale avec leurs syndicats CFDT et CGT, l'action était prévue pour la rentrée. Pendant tout

l'été des liens ont été tissés de façon à créer, l'unité intersyndicale et l'unité de toute la sidérurgie. La volonté de l'unité s'étant affirmée, l'action est décidée : grève de 32 h à partir du 25 à 21 h (8 h par poste) et grève le mardi 26 pour les travailleurs de jour qui ont comme revendication : 40 h immédiatement (au lieu de 42 h 30 par semaine) et l'établissement d'un calendrier aboutissant aux 35 h.

Des assemblées générales

sont prévues de façon à décider de la suite de l'action (pour l'instant il est prévu 8 h de grève par poste tous les mois).

Ce mouvement s'inscrit parfaitement à côté de l'action engagée par les sidérurgistes de Lorraine. Les maîtres de forge et leur État peuvent satisfaire les revendications : maintien de l'emploi et réduction du temps de travail. Il faut les y contraindre.

Correspondants  
PCML et PCRml

Lorraine

**Avec le piquet de grève de Sacilor - Gondrange**

De notre envoyé spécial RENE BREAND

Sacilor-Gondrange (13 000 ouvriers). Lundi matin, 6 h 40, entrée principale. Trois voitures en travers de l'entrée, des banderoles appelant à la grève. Des militants syndicaux, surtout CFDT, si on en juge par les marcarons, sont en place. Sur un côté, des délégués syndicaux appellent au mégaphone les travailleurs qui arrivent à faire grève.

Sur le trottoir d'en face, un groupe commence à se former. Le groupe grossit. On sent que c'est l'instant où ça se décide. Quelques ouvriers rentrent, mais bientôt ça s'arrête. Le groupe, à l'entrée, grossit à nouveau, et seul de temps à autre, quelques groupes d'ouvriers rentrent. A l'intérieur également, on voit passer quelques cars vides.

La grève est-elle bien suivie ? Pour le moment, impossible à dire. Il est possible de rentrer dans la boîte par d'autres points ; en effet, le périmètre fait plusieurs kilomètres. D'ailleurs, à l'issue d'une précédente grève, la direction avait fait abattre une partie du mur d'enceinte, et aujourd'hui, aux entrées normalement interdites, les gardiens, bien sûr, fermeront les yeux.

Des appels continuent pour les travailleurs qui ont fait la nuit et qui sortent.

Ce sont les quatre syndicats, CFDT, CGT, FO et CGC, qui appelaient à la grève pour ce lundi.

Il est maintenant autour de huit heures. Les employés qui arrivent ne rentrent pas. Dans ce secteur, le mouvement de grève semble bien suivi. A 8 h 30, il y aura une manifestation à Agondange. Là, il sera davantage possible de se rendre compte de la situation réelle. Si c'est bon, les grévistes iront bloquer une autoroute.

A Sollac-Semerange, le mouvement de grève semble bon. A Sacilor aussi, ça a l'air de marcher.

**Grève à la CMR**

Vendredi après-midi, une grève s'est déclenchée dans une autre entreprise de la navale marseillaise, à la CMR. Le matin, la direction a fait savoir aux délégués du CE que la semaine serait ramenée à 40 h (contre 43 h) avec diminution de salaire.

D'autre part la direction demandait aux travailleurs d'accepter de travailler le samedi, le dimanche et la nuit au cas où la production le nécessiterait. La réponse des travailleurs, qui avaient obtenu par la lutte la suppression de ces horaires de travail, a été la grève immédiate.

**Suites de Camp David**

Une semaine après la conclusion de l'accord de Camp David entre l'Égypte et Israël, rien n'est réglé, bien au contraire, au Moyen-Orient.

Réunis à Damas, l'Algérie, la Lybie, la Syrie et le Sud-Yémen ont décidé de rompre toute relation économique et politique avec l'Égypte.

Plus lourde de conséquences est la décision de se rapprocher de l'Union soviétique. C'est ainsi que le président syrien a été chargé d'entrer en contact avec l'URSS afin d'examiner « la possibilité de renforcer les relations de l'URSS avec le Front pour rétablir l'équilibre militaire et politique dans la région. »

Nul doute que l'URSS cherchera à profiter de cette situation de division dans son intérêt.

**10 à 15 000 à Brest contre le projet de centrale nucléaire à Plogoff**

La manifestation du samedi 23 contre l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne a rassemblé 10 à 15 000 personnes.

Cette manifestation avait été prévue par les comités locaux d'information nucléaire de Brest, Landerneau, Porsnoguère. Le vote du Comité économique et social en faveur de Plogoff (sud-Finistère) laisse présager que c'est ce site qui sera choisi par le gouvernement.

La manifestation a donc pris un caractère régional refusant une centrale nucléaire à Plogoff ou ailleurs. Les comités locaux d'infor-

mation nucléaire de Bretagne et le comité de défense de Plogoff avaient reçu l'appui des organisations syndicales paysannes et ouvrières, des associations familiales, écologistes, des partis politiques de gauche et organisations d'extrême-gauche. La manifestation regroupant des paysans avec leurs tracteurs et tonnes à lisiers de la marée noire, des marins-pêcheurs, des ouvriers, des étudiants et des lycéens formaient un cortège combatif scandant les slogans :

— Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain !  
— Non au nucléaire à

Plogoff ou ailleurs !

— Exilés à Paris, irradiés au pays !

— Centrales nucléaires : profits du capital !

A l'issue de la manifestation, les manifestants s'allongeaient par terre pendant la lecture édifiante au micro d'un extrait du plan ORSEC-RAD, puis le maire de Plogoff concluait en appelant à une nouvelle manifestation ce lundi à Saint-Brieuc, lors de la session du Conseil régional qui doit donner son avis sur le site choisi. Exprimer sa confiance dans la lutte engagée au vue de la mobilisation, du soutien apporté le di-

manche précédent à Plogoff (5 000 manifestants) et du succès de la manifestation de Brest.

Immédiatement après la dislocation officielle de la manifestation, des heurts opposèrent CRS et 3 à 400 manifestants devant le siège d'EDF à Brest. Selon le comité local d'information nucléaire, six manifestants ont été blessés. Par ailleurs, une passante d'une quarantaine d'années a dû être hospitalisée atteinte par une grenade lacrymogène envoyée en tir tendu.

Correspondant HR  
Rennes

L'étude de l'INSEE sur les salaires

Communiqué du Comité central du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste

Dans une lettre publique de son Comité central (29 juillet), puis dans un article de son organe central (3 septembre), le Parti du travail d'Albanie en est venu à se livrer à de grossières attaques, dénaturant l'œuvre et la pensée de Mao Tsé-toung.

Il réédite avec mépris à « une lutte chaotique effrénée de fractions » plus d'un demi-siècle de luttes où s'est construit le Parti communiste chinois ainsi que la Révolution culturelle.

Il accuse Mao Tsé-toung, ainsi que Chou En-lai, et le Parti communiste chinois, d'avoir eu une « attitude hésitante » vis-à-vis de Khrouchtchev, d'avoir, dès 1964, manifesté un « esprit de chauvinisme de grand État et de nationalisme bourgeois », instigant « à la guerre en Europe ».

Il qualifie à présent la République populaire de Chine « d'impérialisme » menant une « politique de superpuissance, une politique belliciste et de domination du monde ». Il l'accuse de « pousser à une troisième guerre mondiale », ne faisant que répéter ce que répète, de Khrouchtchev à Brejnev, la propagande du Kremlin.

Par ce déchaînement d'attaques insensées et de contre-vérités historiques, les dirigeants albanais se sont placés d'eux-mêmes en dehors et à l'opposé du point de vue et des positions marxistes-léninistes.

Dans la situation internationale actuelle, de telles prises de position servent à couvrir les visées hégémoniques du social-impérialisme soviétique, dont le PTA reprend aujourd'hui les attaques les plus virulentes contre le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine.

Le Comité central du PCRml condamne énergiquement la polémique engagée par le Parti du travail d'Albanie contre la politique présente et passée du Parti communiste chinois et contre les partis marxistes-léninistes dans le monde.

17 septembre 1978

Quelques chiffres révélateurs

En France, les inégalités diminuent très lentement. C'est la conclusion pince-sans-rire d'un rapport de l'INSEE sur l'évolution des salaires de 1970 à 1975. Nous reparlerons dans quelques jours de ce rapport. Cependant, il est possible dès aujourd'hui d'en donner quelques éléments particulièrement révélateurs.

L'étude de l'INSEE porte sur les salaires. Quelques chiffres comparatifs permettent de se faire une idée sur « la réduction des inégalités », thème de propagande démagogique chère à Giscard.

Si l'on coupe la France en deux groupes égaux en nombre, l'une des moitiés comprenant les plus riches, l'autre les plus pauvres, la moitié riche touche 78,5 % du revenu national, la moitié pauvre 21,5 %.

Autre élément : le quart le plus riche des Français (les capitalistes, les très hauts fonctionnaires, etc.) touchent à eux seuls 54,5 %

du revenu national. Le quart le plus pauvre touche 6 %. La comparaison est édifiante : 54,4 % contre 6 %.

D'après ce rapport, 52 000 familles de gros industriels encaisseraient en un an environ 133 000 F. 134 000 gros commerçants gagneraient par an 132 400 F et 4,8 millions d'ouvriers vivraient avec 35 800 F. Les plus défavorisés seraient les agriculteurs dont le revenu, pour 922 000 familles, serait, par an, de 5 700 F. Ces derniers chiffres nous semblent inexacts. Le revenu annuel d'un gros industriel est certainement bien plus éle-

vé que le chiffre indiqué (le gros industriel aurait un revenu supérieur de seulement 35 fois à celui de l'ouvrier moyen).

L'enquête ne prend pas en compte les déductions fis-

cales, ni les fraudes diverses et nombreuses (revenus non déclarés, etc.).

L'enquête se base, en effet, sur les déclarations fiscales.

Giscard en Pologne

Giscard d'Estaing a passé le week-end en Pologne, avec Gierek, le chef d'État polonais. Les conversations, entourées d'une certaine discrétion, ont surtout porté sur les échanges économiques entre les deux pays. Dominée par l'URSS, la Pologne cherche pourtant depuis plusieurs années à diversifier ses échanges avec les pays occidentaux comme la France.

La visite de Giscard a donc surtout porté sur le développement des relations économiques et probablement un rééquilibrage de la balance commerciale, excédentaire jusqu'ici en faveur de la France. Les échanges vont se développer entre les petites et moyennes entreprises des deux pays et la coopération pour la construction d'usines dans des pays-tiers sera renforcée. Douzième puissance économique du monde, la Pologne est aussi le pays des files d'attente dans les magasins, de la viande introuvable ou presque, des logements en nombre insuffisant ou trop petits. L'exportation à bas prix vers l'URSS des produits les plus intéressants sur le marché n'y est sans doute pas étrangère.

Générale sucrière - Marseille

Annnonce de la fermeture d'un premier atelier

La « Générale sucrière » est une boîte qui emploie 5 500 ouvriers répartis dans quinze établissements. C'est une entreprise très ancienne et encore une des grosses boîtes du quartier nord de Marseille qui veut fermer. C'est à quoi il faut s'attendre après l'annonce faite au comité d'entreprise de la fermeture d'un premier atelier qui emploie 100 à 200 travailleurs.

Les licenciements, étape par étape, atelier par atelier, sont une méthode qu'emploient les capitalistes pour tenter d'affaiblir la riposte de l'ensemble des ouvriers de la boîte. A cela, bien sûr, ils ajoutent la division. Ainsi, ici, pour arriver à licencier ces travailleurs immigrés, le PDG prétend que l'Algérie ne lui achète plus de sucre. Mais pour Boussac, par exemple, les 1 800 licenciements étaient dus à la mévente des marchandises ? Non ! Non, mais en mettant en avant les soi-disant difficultés pour vendre le sucre, ce qu'ils veulent cacher, c'est qu'en fait s'ils licencient, c'est pour faire encore davantage de profits.

Un débrayage de trois heures a eu lieu dans la boîte. Pour le jeudi 28, la CGT, la CFTD et la CGC appellent à débrayer dans les quinze établissements de la « Générale sucrière ».

A Marseille, en plus de Terrin, c'est encore une grosse boîte du quartier nord qui est en train de fermer. L'intérêt des travailleurs, c'est de rejeter les arguments racistes des patrons et de s'unir dans l'action pour pouvoir résister aux licenciements.

Impôts locaux

Les patrons ménagés

Le gouvernement va réformer les impôts locaux. Ceux-ci sont constitués de quatre taxes : la taxe professionnelle payée par les entreprises, la taxe d'habitation, les taxes foncières sur la propriété bâtie et non bâtie.

Parmi les dispositions pour l'année 1979, l'une concerne les patrons. La taxe patronale ne devra pas, en effet, augmenter plus vite que les autres taxes. Telle est l'une des décisions gouvernementales. Mieux, en 1979, le taux de la taxe professionnelle ne pourra pas dépasser un plafond de 20 % par rapport à l'ensemble des quatre taxes. Dans certaines communes où cette taxe est supérieure à ce plafond de 20 %, elle sera diminuée pour ne pas dépasser le plafond.

Alors que la tendance est à l'augmentation des impôts locaux pour les travailleurs, les patrons, eux, sont l'objet de la sollicitude du pouvoir.

Lycée Les Bruyères - Rouen

Tout le monde se bat

Salle 202, 39 élèves, 32 tables et pas de tableau. Un accident, dit le rectorat. L'effectif de ce lycée est passé de 1 275 à 1 405 élèves, une seule classe de seconde a été ouverte. Le nombre des internes a augmenté de 33 élèves, mais un poste de maîtresse d'internat a été supprimé. Il y a 180 demi-pensionnaires (élèves déjeunant à la cantine), mais le nombre des cuisiniers est resté le même (c'est-à-dire deux). L'administration a ouvert un réfectoire mais le nombre des agents de service n'a pas bougé et ils n'ont plus que 7 minutes pour nettoyer une salle.

Il n'y a plus d'accueil le dimanche soir pour les internes, puisqu'il n'y a pas assez de surveillants.

A Bruyères, on a de la chance, le nombre des maîtres auxiliaires n'a pas changé, il n'y a eu aucun licenciement.

Le rectorat fait tout ce qu'il peut pour préparer les Olympiades, il a retiré un poste d'éducation physique et il a même réduit le nombre d'heures de gymnastique à deux.

Les élèves qui apprennent des langues auront la possibilité de parler cette langue pendant deux heures trente toute l'année, à condition qu'ils arrivent toujours à l'heure, que le prof se taise, et qu'il n'y ait pas de devoir sur table. C'est le progrès !

Devant une telle situation, tout le monde s'est mobilisé.

La grève a démarré le 15 septembre, réunissant tous syndicats confondus, les syndiqués, les non-syndiqués, les syndicats d'enseignants, SNES, SGEN, SNAC, les syndicats des profs de gym, les syndicats des agents de service, les trois associations de parents d'élèves, Comec, Lagarde et autonomes, ainsi que deux associations familiales.

Tout le monde se bat. Les grèves sont suivies à

90 %, 95 %. Un comité d'action s'est mis en place, regroupant le personnel, les parents d'élèves, les élèves. Les propositions qu'il élabore sont soumises à l'assemblée générale qui décide de quelles actions sont à

mener. Le samedi 24 septembre, les enseignants ont invité les parents d'élèves et les élus locaux à leurs cours. Dans cette opération « lycée ouvert », ils ont bien expliqué que leur action était dans l'intérêt des élèves.

De notre correspondant de Rouen.

Situation de l'éducation physique dans le rectorat de Rouen :

- Il manque 200 professeurs de gymnastique. 25 postes seulement sont créés.
- 3/5e des postes d'éducation physique en université ont été transférés dans le secondaire.
- Il manque 1 800 heures d'éducation physique.

Suicides : il existe un coupable

Un rapport récent du ministère de l'Intérieur fait état d'une augmentation de 25 % du nombre des morts par suicide de 1976 à 1977. Le chiffre, pour 1977, serait de 5 592 morts. Le suicide vient ainsi immédiatement après l'accident de la route comme cause des morts accidentelles.

Les résultats statistiques fournis par le ministère de l'Intérieur ne sont fondés que sur les rapports de la police ou des pompiers. De ce fait, ils sont en-deça de la réalité. D'après l'INSERM (Institut national de statistiques et d'étude pour la recherche médicale), le total des morts provoquées par suicide s'éleverait à 9 000 en 1977. Le nombre des tentatives étant lui de 117 000. Les chiffres four-

nis par l'INSERM sont fondés sur des enquêtes pratiquées auprès des services hospitaliers. Ce sont les hommes qui, deux fois plus que les femmes, sont concernés par les suicides. Et parmi eux, surtout les hommes de plus de 50 ans. Les catégories les plus touchées par les suicides sont les salariés agricoles et les agriculteurs, et avant eux, les chômeurs (les inactifs).

C'est chez les jeunes, et particulièrement les jeunes hommes, que le suicide s'est le plus développé ces derniers temps.

En somme ceux qui décident de « quitter la vie » sont ceux qui font l'expérience dramatique que « la vie » n'est pas faite pour eux.

A l'inverse, la statistique nous apprend que les patrons de l'industrie font partie des catégories les moins touchées par le suicide.

Pour ces 9 000 suicides, l'acte individuel s'estompe derrière le phénomène social. Ouvriers agricoles, souvent voués à la solitude et à une vie misérable; paysans endettés et jeunes sans avenir que le chômage, qui les tue ?

# L'Europe de l'acier (2)

La restructuration bat donc son plein dans toute l'Europe des Neuf. Dans notre édition précédente nous avons étudié le Luxembourg, la Sarre (Allemagne) et la Belgique. Nous verrons aujourd'hui les Pays-Bas, la Grande-Bretagne (très rapidement). Puis nous étudierons la transformation de l'ARBED en quatrième monopole mondial et les conséquences de la restructuration au niveau européen.

Nous avons vu qu'au Luxembourg, en Sarre et en Belgique, la sidérurgie va tomber sous la coupe de l'ARBED, pour une bonne part et de Cockerill pour une part moins importante. Qu'en est-il de la restructuration aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne ?

## EN GRANDE-BRETAGNE

La sidérurgie est nationalisée à 90 % dans ce pays. L'appareil de production est un des plus arriérés d'Europe et le sort des travailleurs y est peu enviable. Il y a 33 milliards de francs belges de déficit et de 20 à 40 000 licenciements sont prévus ce qui montre d'une manière vivante l'illusion des nationalisations en régime capitaliste pour ce qui est de la sécurité de l'emploi pour les travailleurs.

## La production AUX PAYS-BAS

La production d'acier aux Pays-Bas est de l'ordre de 4,9 millions de tonnes pour 1977. Nous ne possédons pas d'autres informations sur la restructuration de la sidérurgie autre que l'alliance de Hoogovens et de Cockerill. Ce que nous savons aussi c'est qu'Hoogovens est une société d'économie mixte où l'État hollandais domine et qu'au conseil d'administration se

trouve S.A.R. le Prince des Pays-Bas.

## L'ARBED, POLE D'ATTRACTION DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

Après le monopole de l'acier en URSS (136 millions de tonnes) - premier producteur mondial - après les USA (United States Steel Corporation, 26,1 millions de tonnes) - 3e groupe mondial, après la Nippon steel (32,4 millions de tonnes) - 2e producteur mondial - le 4e producteur mondial sera l'ARBED avec une production de 18 à 20 millions de tonnes soit presque la production française (22,1 millions de tonnes).

L'ARBED dominera, nous l'avons dit, dans le triangle de Charleroi, au grand duché du Luxembourg, et sur la côte de la mer du Nord en Belgique avec Sidmar, en Sarre.

En ce qui concerne le triangle de Charleroi, il n'y aurait dans un premier temps qu'accord technique avec l'ARBED mais tôt ou tard, ce sera l'absorption financière, cela consacrerait la suprématie de la Société générale belge.

## LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE SE REGROUPE

L'ARBED va donc jouer un rôle de tout premier plan

au niveau européen. Mais on peut dire que l'impérialisme belge est particulièrement bien placé avec l'ARBED et Cockerill, tous deux fleurons de la SGB. Cockerill va s'étendre en France (Lorraine) en Allemagne et surtout aux Pays-Bas.

Nous avons dit hier que l'État belge prenait une participation financière importante dans la sidérurgie. Le plan Claes (membre du parti socialiste belge et ministre) prévoit que l'État belge va prendre 45 % du capital de Cockerill immédiatement et 51 % en 1980, 38 % des tubes de la Meuse (42 % en 1980), 20 % de TMM, 18 % de Hainaut Sambre, 49 % des Forges de Clabecq, 34 % d'Allegheny-Longooz, 22 % de Sidmar (33 % en 1980).

## ACCELERATION DU CAPITALISME

Le processus est le même qu'en France, l'État rachète le passif des groupes, injecte de l'argent frais, contrôle les groupes, nomme les dirigeants.

Il y a donc de ce fait, accélération du processus du capitalisme monopoliste d'État. Dans les groupes

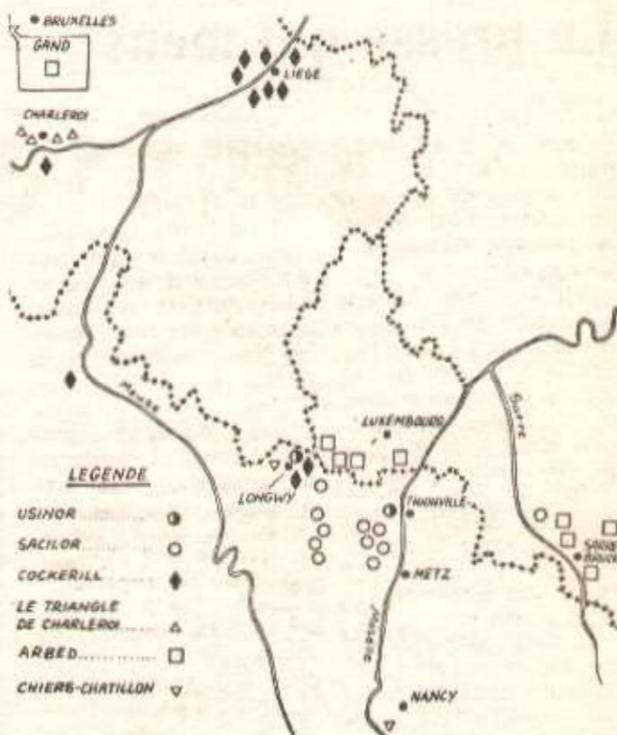
comme Dilling où De Wendel (Saciilor) a 50 % des actions, l'État belge et l'État français vont devenir partenaires puisque l'État français a pris directement 15 % du capital dans les trois groupes Sacilor, Chiers, Châtillon, Usinor. 30 % du capital est pris par la Caisse des Dépôts et Consignations, banque nationalisée où l'État est majoritaire. L'État belge interviendra en France avec Cockerill et l'État français interviendra en Sarre dans Dilling.

Dans la sidérurgie belgo-luxembourgeoise-sarroise-hollandaise-française, il y aura quatre grands actionnaires : la SGB, l'État belge, l'État français et Empain.

Il est donc faux d'affirmer comme le fait Séguy, que la sidérurgie française est livrée aux monopoles allemands alors que ceux-ci sont absents du regroupement qui s'effectue dans cette région spécialement touchée par les licenciements.

(A suivre)

Yves LEPIC



## L'Etat, premier maître des forges Quelle riposte ?

L'entrée de l'État comme participant de fait majoritaire dans la sidérurgie renforce tant l'État lui-même que les maîtres de forges. C'est tout un plan de restructuration qu'ils nous bâtissent dans le dos. La première conséquence risque d'être 10 à 20 000 licenciements. Quelle riposte ?

Depuis toujours, il y a dans l'histoire du mouvement ouvrier deux positions sur la riposte à apporter aux licenciements, aux fermetures d'usines dites en difficulté ou aux restructurations. Prenons un exemple.

La crise capitaliste mondiale de 1929 donna l'occasion à la social-démocratie de proposer des mesures pour sortir le pays de la crise : relance de la consommation, réformes de structures, nationalisations. En 1932, Jules Moch, l'un de leurs dirigeants, dans la brochure « Socialisme, crise, nationalisations », préconisait la « lutte contre le capitalisme avec pour premier objectif la nationalisation des monopoles ».

Or, à cette époque, Maurice Thorez, dirigeant du PCF, répondait clairement : « Les nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'État bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière » (1).

Déjà, quelques années avant, l'Internationale communiste avait défini la même position et précisait même : « Il est inadmissible pour les communistes de lutter pour le renforcement de l'État bourgeois en lui fournissant des ressources considérables qu'il pourrait employer pour la préparation de la guerre et qui lui serviront pour la lutte contre le prolétariat » (2).

Or, aujourd'hui, le PS continue de développer les mêmes propositions que Jules Moch et le PCF lui-même s'est aligné, depuis longtemps, sur ce mot d'ordre de nationalisation. L'accord entre le patron et le gouvernement concentre plus de pouvoir entre les mains d'un État déjà tout puissant, tout en ouvrant de nouvelles possibilités aux monopoles de la sidérurgie. Il n'est pas question d'en rajouter en demandant que la prise de participation soit majoritaire (comme le demande le PS) ou que l'on aille carrément jusqu'à la nationalisation (comme le demande le PCF).

La seule solution est de riposter par la lutte à toute décision de l'État-patron annonçant des licenciements. En 1936, deux ans après la déclaration de Thorez que nous venons de citer, les travailleurs ne réussaient-ils pas à obtenir satisfaction sur bien des points ? Et comment ? Par la lutte, par la grève et cela alors même qu'au gouvernement de Front populaire, Léon Blum freinait les grèves par tous les moyens et que Thorez lui-même se montrait trop conciliant avec les chefs socialistes ; ce qu'il reconnaît plus tard...

Même dans des conditions difficiles, surtout dans des conditions difficiles, seule paie la lutte contre les maîtres de forges et le plus puissant d'entre eux, l'État capitaliste.

(1) Rapport à l'Assemblée d'information parisienne, 20 décembre 1934, œuvres de Thorez, livre II, tome VII, pages 149 et 150.  
(2) Documents de l'Internationale communiste, 1930.



## Les monopoles européens

### ARBED : ACIERIES REUNIES DE BURBACH-EICH-DUDELANGE

#### LUXEMBOURG

Usines : Esch-sur-Alzette, Dudelange, Differdange et Dommelange.

23 000 travailleurs, 4 millions de tonnes en 1977.

#### SARRE :

Röchling-Bürbach (100 %) : 18 000 travailleurs, 2,3 millions de tonnes en 1977.

Neunkirchen (100 %) : 9 000 travailleurs, un million de tonnes.

Dilling : 32 % à ARBED, 50 % à Sacilor.

#### BELGIQUE :

Sidmar : parts reprises à Cockerill, 62,2 % des actions, 6 200 travailleurs, 2,3 millions de tonnes pouvant être portées à 6,5 millions de tonnes. L'État belge prendra 33 % des actions en 1980.

MMRA : 25,09 % des actions.

Banque : Société générale de Belgique

Autres : Empain (presque à égalité avec SGB). Ce trust est presque entièrement belge même s'il est sous juridiction luxembourgeoise. Le Luxembourg est un « paradis fiscal » pour les monopoles.

### COCKERILL

#### BELGIQUE :

Tient toute la région de Liège et est présent dans la région de Charleroi, 3 000 travailleurs, 5 millions de tonnes.

#### FRANCE :

Région de Longwy en Lorraine.

#### PAYS-BAS :

Accord avec Estel : 50 % Hoesch Werk AG (RFA) 50 % Hoogovens (Pays-Bas).

Banque : la SGB.

Autres : Boel, 2,6 millions de tonnes.

### LE TRIANGLE DE CHARLEROI

Contrôlé par la Financière du Ruau :

- Frères Bourgeois.

- Cobepa.

- Bruxelles-Lambert.

Trois entreprises : Hainaut-Sambre : 6 000 travailleurs, deux millions de tonnes.

TMM : 5 000 travailleurs, 1 million de tonnes.

Les Laminoirs du Ruau : 800 travailleurs.

Ce triangle sera absorbé par l'ARBED.

# POLITIQUE ET SOCIAL

## La presse qui ment

Jeudi soir, en lettres grasses, s'étalait à la une d'un journal du soir le titre suivant : « Dix escrocs au chômage démasqués à Limoges ».

S'il y a une actualité sur laquelle un journal devait titrer, ce jour-là, c'était bien celle du chômage. La veille, le gouvernement avait rendu public le plan de restructuration de la sidérurgie qui aura comme conséquence 20 000 licenciements environ qui s'ajoutent aux 16 000 licenciements et départs à la retraite déjà décidés l'an dernier dans ce même secteur.

Et voilà que *France Soir* titre sur les faux chômeurs. Par contre, il ne dit rien des licenciements prévus dans la sidérurgie même dans les pages intérieures.

Autre article dans le même journal du même jour à la page 3 : une écolière de douze ans serait morte à l'école après avoir été frappée à la tête par une pierre.

D'où vient cette pierre ? Personne ne le sait. Mais *France Soir*, lui, a déniché des coupables : les sur-

veillants de l'école qui sont en grève.

Il se trouve qu'actuellement dans de nombreux établissements scolaires, les enseignants et surveillants sont en grève pour protester contre les conditions de travail.

Les procédés de *France Soir* s'appellent mensonges et intoxication. En s'attaquant aux faux chômeurs, ce journal salit le million et demi de vrais chômeurs aux yeux de l'opinion, il essaie de jeter la suspicion sur eux. En laissant entendre que les surveillants en grève sont responsables de la mort de la fillette, ce journal veut discréditer les mouvements de grève du personnel de l'enseignement.

Bien sûr, *France Soir* blanchit le pouvoir, les patrons et leurs plans de misère. Le rôle qu'*Hersant* fait jouer à *France Soir* n'est pas d'informer mais de salir, de salir les travailleurs.

## Un fait divers significatif



Lucien Bichet : le patron qui fait faire à ses ouvriers 40 heures de travail en quatre jours.

La semaine dernière, la presse et les médias ont fait beaucoup de bruit autour d'un industriel vosgien, Lucien Bichet. Depuis décembre, ce patron a inauguré une nouvelle semaine de travail : 40 h en quatre fois 10 h. Après quelques réticences, le personnel s'est trouvé d'accord pour cet horaire, d'autant plus que l'ancien horaire était de quatre fois 9 h et quatre heures le vendredi. Sur la demande de l'inspection du travail, il doit passer, le 29 septembre, devant le tribunal de Saint-Dié pour non-application de la loi des 40 h (40 h sur cinq jours).

Cette affaire a « fait réfléchir » Stoléro, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, qui annonce un « assouplissement du code du travail ».

Quant au ministre Boulin, il veut convoquer l'inspecteur du travail qui est à

l'origine du procès et il précise : « On verra bien comment doit être appliquée la loi. La réflexion doit passer avant la sanction ». Au moment où les patrons veulent faire accepter le principe du calcul annuel de l'horaire de travail (1 920 h par an), la propagande faite autour de cette situation particulière est un premier jalon. Ce procès tombe à point et fournit une bonne occasion au ministre de justifier une réforme de la loi.

Il n'en reste pas moins vrai qu'un assouplissement de la loi permettrait aux patrons d'imposer leurs horaires en fonction des besoins de la production et serait une dégradation très sensible des conditions de vie des travailleurs. Ce n'est pas vrai que « dix heures de boulot, ça n'est pas plus pénible que huit ».

## Lycées et CET : des délégués pour s'unir et pour lutter (4)

# Lutter tous ensemble et en même temps

Nous publions aujourd'hui le dernier article de la série que la direction de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France nous a communiqué.

Le premier objectif à réaliser, c'est l'unité des élèves dans la lutte sur l'établissement. Mais il ne suffit pas d'unir les élèves d'un seul bahut pour remporter des victoires anticapitalistes. Il faut avoir le souci de combattre les points de vue corporatistes, c'est-à-dire de ne pas, dans les lycées par exemple, se battre pour défendre des privilèges sans chercher l'unité avec les jeunes travailleurs des CET.

La voie de la lutte dans les lycées passe donc nécessairement par l'unité avec les jeunes des CET sur la plan des revendications et des mots d'ordre. Les lycéens doivent inclure dans leurs mots d'ordre les exigences des plus défavorisés du système scolaire que sont les élèves des CET et appuyer les luttes de ces derniers.

Par ailleurs, lorsque la lutte est sur le point d'éclater, il faut éviter de se lancer dans la bagarre isolé : il faut rechercher le soutien des parents, des syndicats enseignants et du personnel. Il faut aussi, et surtout, se coordonner avec les autres lycées et CET de la région qui sont, peut-être, sur le



On discute des actions à mener.

point de déclencher la lutte pour décider d'une action commune en fixant une date pour partir tous ensemble et en même temps sur les mêmes mots d'ordre.

C'est ainsi que, l'an dernier, dans le Morbihan, des grèves ont éclaté successivement dans les CET de Vannes, Lorient, Auray, Port-Louis, Etel, Pontivy, sur les mêmes revendications. Isolées, non-coordonnées, ces luttes ont successivement éclaté et ont été brisées par l'administration. La coor-

dination mise en place alors venait trop tard. Il aurait fallu s'unir avant de se lancer dans la lutte. Tous ensemble et en même temps, avec l'appui des lycées, les élèves auraient

Les délégués syndicaux objectent souvent la non-représentativité des comités d'action lycéens ou des comités de lutte pour empêcher tout dialogue entre les syndiqués et les élèves. L'existence dans la lutte de délégués élus est donc un élément important de l'unité avec les syndicats sur le bahut. Il faut aussi, de la part des élèves, avoir le souci de s'informer des revendications et des conditions de travail du personnel enseignant et technique et de les soutenir lorsqu'elles sont justes.

La population locale et les travailleurs :

Ils ne doivent pas être abandonnés à l'intox de la presse locale sur la lutte des élèves. Il faut leur expliquer pourquoi le bahut est en grève en allant directement les informer par tracts. Il faut rechercher leur appui, et en retour leur apporter celui des élèves lorsqu'éclate une lutte ouvrière ou paysanne dans le coin.

Car lutter contre le capitalisme à l'école, c'est aussi et surtout lutter aux côtés de la classe ouvrière.

En avant pour une année scolaire pleine de succès pour les luttes des élèves des lycées et CET !

alors mis l'administration hors d'état de nuire et imposé la satisfaction de leurs revendications.

Enfin, une fois la lutte engagée, il faut que les élèves mettent tous les atouts de leur côté pour isoler l'administration :

Les parents :

Eux aussi sont souvent des travailleurs, ils paient cher les études de leurs enfants et il faut leur expliquer en quoi la lutte est aussi la leur.

Les syndicats enseignants et du personnel :

## Warin-Nantes

### Une déléguée CGT est accusée de vol par le patron

## Riposte victorieuse des ouvrières

On se souvient qu'avant les vacances, les ouvrières (elles sont 17) de l'entreprise Warin, à Nantes (conditionnement de flacons pour laboratoires et pharmacies) ont mené une grève de neuf semaines dans des conditions difficiles (peu nombreuses, peu d'expérience, c'était leur première lutte, les chefs et les bureaux faisaient la production à leur place, pas de local pour se réunir...). Même si elles ont peu obtenu, cette grève a renforcé leur unité, leur confiance en elles et, surtout, a développé la solidarité. De nombreux travailleurs et sections ont soutenu les grévistes de Warin. Si bien que, récemment, les ouvrières viennent de faire appel de nouveau à la solidarité pour riposter contre la répression du patron.

En effet, depuis la repri-

se du travail, la direction, pour se venger, a décidé de « serrer la vis » : interdiction de recevoir et de donner des coups de fil, feuilles de rendement à remplir tous les soirs, etc. et il a voulu frapper plus fort en portant plainte contre la déléguée syndicale (section CGT) pour vol d'emballages.

Depuis toujours, le personnel, ouvriers comme chefs, avait l'habitude de récupérer des sacs de jute (genre sac de patates) dans lesquels l'entreprise reçoit les flacons. Ces sacs ne sont même pas consignés et ils sont jetés ou brûlés par l'entreprise. Bien évidemment, le patron a fait croire qu'il les payait 2 F, mais très vite son mensonge a été démasqué par les ouvrières.

Un soir, la déléguée, en

partant sans se cacher, en a pris deux puisque tout le monde se servait et que ça n'était pas interdit ! Le patron a aussitôt porté plainte, la police est venue chez elle constater la présence des deux sacs, et le lendemain, les flics lui ont apporté dans l'entreprise une poursuite pour vol !

Le patron lui ordonne une mise à pied de huit jours en attendant son licenciement. Immédiatement, les ouvrières ripostent en débrayant toutes ensemble et vont assister à l'entretien avec la direction. Cette dernière, par crainte, s'est enfermée à clé dans le bureau avec la déléguée et la suppléante qui assistait à l'entretien.

La nouvelle du licenciement a très vite circulé parmi les travailleurs des

autres boîtes. Très vite, le soutien s'est à nouveau organisé et de nombreuses sections syndicales ont envoyé des télégrammes de riposte au patron et de soutien à la déléguée.

Les nombreuses personnes qui ont soutenu activement la grève de juin se sont rassemblées avec les ouvrières de l'entreprise pour organiser avec elles la mobilisation et le soutien. C'est alors que l'inspecteur du travail a refusé le licenciement de la déléguée et exigé le paiement par la direction des huit jours de mise à pied. Quel affront pour le patron de Warin ! La nouvelle a été accueillie avec joie, ce qui n'empêche pas les ouvrières et tous ceux qui les soutiennent de se tenir prêts à toute nouvelle offensive patronale.

Correspondant HR

Courrier des lecteurs

Les lettres envoyées par nos lecteurs commencent à se faire plus nombreuses et nous nous en réjouissons. Beaucoup expriment leur satisfaction des efforts faits pour rendre notre journal plus vivant et en faire un meilleur outil de lutte. Certains commencent à nous adresser des critiques qui nous sont fort utiles car elles nous aident à améliorer encore notre quotidien. Voici des extraits de deux de ces lettres.

« Camarades, Avant toute chose, je dois vous dire que j'apprécie beaucoup la nouvelle présentation du journal ainsi que le fait que les articles collent mieux à l'actualité et à la vie quotidienne (les rubriques sport, télé, etc. nous permettent d'avoir des discussions plus larges). La mise en page me semble encore un peu trop dense, des caricatures, dessins, photos en plus grand nombre permettraient une lecture plus facile et, par là-même, plus large.

« Cependant ce que certains appellent notre « phraséologie » est plus que re-

butante ! Certes, si l'on regarde seulement deux ans en arrière, de gros progrès ont été faits ; oui, mais aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous permettre les phrases ronflantes et pompeuses...

« ... Je demande donc aux camarades rédacteurs de faire un effort, de réaliser quel est le mode de vie actuel en France, de parler un langage compréhensible et qui touche ceux à qui nous devons nous adresser : les travailleurs et les travailleuses de tous âges, les femmes au foyer, les vieux, les jeunes... »

Notre camarade a raison d'attirer une fois de plus notre attention sur notre fâcheuse tendance à nous laisser aller encore parfois à une phraséologie qui non seulement n'apporte rien, mais qui souvent rebute au lieu de convaincre. Quand vous repérez dans nos articles de telles erreurs, n'hésitez pas à nous écrire en citant des exemples précis, cela nous aide.

« Cher camarade, Je trouve de nets progrès, les articles sont bien :

actualité, budget, rentrée scolaire. Mais sur les problèmes que soulève la rencontre Carter-Begin-Sadate, il manque une analyse plus complète ; de même, sur le plan Vosges, sur les syndicats et les partis politiques de droite, de gauche et d'extrême-gauche.

« ... Où en est-on dans l'unification des marxistes-léninistes en France ? Point mort ! Alors que tous les jours au travail, je parle avec un ouvrier de l'unification des deux partis marxistes-léninistes en France. Est-ce pour demain ou pas ? »  
Un ouvrier OS marxiste-léniniste

Dans cette lettre, ce camarade aborde l'importante question de l'unification des marxistes-léninistes qui est au centre des préoccupations de beaucoup de lecteurs. Une autre lettre développe aussi ce problème.

« Mon avis sur la presse commune marxiste-léniniste.

« J'ai eu le plaisir de voir que l'unité des marxistes-léninistes est en bon-

ne voie, en témoigne notre presse.

« A ce propos, la formule d'abonnement commun au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge quotidienne ainsi qu'à Proletariat et Front rouge me paraît un peu "bête".

« En effet, nous allons avoir (et nous avons déjà) deux quotidiens diffusant le même type d'informations, les mêmes idées.

« Je me demande donc s'il ne vaut mieux pas tirer un quotidien unique marxiste-léniniste avec une pagination plus importante.

« J'espère que, dans un an, mon réabonnement se fera au journal marxiste-léniniste unique ».

La formule d'abonnement commun représente un élément de plus dans l'unification des marxistes-léninistes. Elle contribue à rapprocher le jour où notre lecteur pourra se réjouir de l'existence d'un parti marxiste-léniniste unique et du quotidien unique qu'il souhaite.

Henri BERTHAULT



A l'occasion de la venue de Brejnev en France, manifestation unitaire des marxistes-léninistes.

ECHOS des entreprises et quartiers

Grenoble

Après 34 jours de lutte, ils ont gagné !

Le 26 juin, douze travailleurs de l'atelier « phosphore et dérivés » de Péchiney-Ugine-Kuhlman, à Brignoud, près de Grenoble, décidèrent d'arrêter le travail. Ils demandaient une augmentation de salaire et la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la sécurité. La direction ne voulait pas céder, elle pensait que la lutte allait cesser à l'approche des congés. Mais les travailleurs n'ont pas cédé. Ils ont obtenu 150 F d'augmentation. L'effectif de l'atelier est passé de douze à quinze et la direction s'est engagée à faire, avant le 31 décembre, des propositions concrètes concernant la sécurité.

Loire-Atlantique

Fête chez les paysans

Les moissons terminées, et avant les travaux de l'automne, des paysans de Fay-de-Bretagne ont organisé une petite fête.

Mais pourquoi cette fête ? A la suite d'une victoire sur la bourgeoisie.

Les faits : lors des détournements de camions de viande de juillet 1974, action de grande envergure lancée à l'appel des Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique et de la FDSEA, un des camions de la société Bigard avait été stoppé près de Savenay et son chargement avait été distribué aux touristes de passage.

Le 27 février 1975, sept paysans étaient condamnés à des peines allant de trois à huit mois de prison avec

sursis et à payer solidairement 75 900 F de dédommagements (cette somme représentait environ 0,035 % du chiffre d'affaires de la société Bigard en 1974).

Condamner à payer solidairement des dommages et intérêts à la partie civile signifie que celle-ci peut s'adresser au (x) plus solvable (s) des condamnés pour payer la somme globale. Par la suite, celui ou ceux qui ont payé peut ou peuvent demander le remboursement aux autres condamnés.

Bigard avait trois ans pour exercer son droit. Le 21 février 1978, quelques jours avant l'expiration du délai, il a demandé la saisie immobilière des deux pay-

sans propriétaires de leurs terres.

Mais, à la suite du travail d'information fait dans les milieux paysans de l'Ouest, après un pique-nique familial, tout le monde se retrouva sous un hangar pour voir la pièce « La Justice » de la troupe Jean Rigolet, ainsi qu'un montage vidéo sur l'enquête d'utilité publique concernant la centrale nucléaire du Pellerin.

Environ deux-cents personnes, en majorité des paysans jeunes et moins jeunes, ont participé à cette journée qui se termina, le soir, par une dégustation de poulets rôtis sur un feu de bois.

Bureau de presse Nantes

Pour soutenir la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté et la démocratie, pour l'indépendance nationale contre l'hégémonie des deux superpuissances ;  
Pour dénoncer et combattre le régime fasciste du Shah, valet de l'impérialisme US ;

**TOUS AU MEETING**  
Jeudi 28 septembre à 20 h 30  
à la Mutualité-Salle B (Paris 5e)

organisé par :  
L'Union des étudiants iraniens en France (CISNU)

et soutenu par :  
CPROPV, PCML (Humanité rouge), OCF(ml), PCR(ml), UCF(ml).

**18e ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE DU KAMPUCHEA**

**MEETING**  
le 30 septembre 1978 à 14 h

Organisé par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France  
Association Plaisance - 32, rue Olivier Noyer  
(75014 - Paris)

Revue théorique et politique

# Proletariat

programme théorique - actes d'une stratégie  
Europe et ailleurs - situation des partisans d'ailleurs  
10 pages - 1978

**LE P.C.F. EN QUESTIONS**

Le dernier numéro de Proletariat est paru.  
Prix 14 F  
Passez vos commandes à Proletariat - BP 320 13213  
Marseille Cedex 1  
CCP - 2130 89 H (Marseille)

**Abonnements communs au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge**

Abonnements de trois mois au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge  
150 F

Abonnements de six mois, avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung  
300 F

Abonnement de six mois aux revues théoriques Front rouge et Proletariat  
50 F

## La Palestine, une terre, un peuple (2)

# Israël : un Etat terroriste et expansionniste

En 1947, le 29 novembre, l'ONU a adopté un plan de partage de la Palestine en deux Etats. Le peuple palestinien et tous les peuples arabes refusent ce diktat. Pour les sionistes, ce plan de partage n'est pas suffisant. C'est toute la Palestine qu'il leur faut.

Dès les premiers jours de janvier 1948, l'armée officielle sioniste, la Hagana, et deux mouvements terroristes, le groupe Stern et l'Irgoun, un groupe d'extrême-droite, fondé en 1931, par un jeune sioniste fascisant, un certain Menahem Begin, vont passer à l'action.

**Leur objectif :** s'emparer des terres que les paysans palestiniens ne veulent pas abandonner (les juifs ne possèdent, à l'époque, que 5,7% du territoire) et, en même temps, s'étendre toujours plus loin vers de nouveaux territoires.

**Leurs moyens :** la force et la terreur. Des opérations de grande envergure, comme à Haïffa, Acre ou Jaffa. A Jaffa, par exemple, les milices terroristes détruisent tous les villages environnants et, avec l'aide de l'armée, évacuent de la ville 100 000 Palestiniens en trente heures. Ceux-ci vont se réfugier dans les pays arabes voisins et grossir les rangs des réfugiés. Jaffa ne faisait d'ailleurs même pas partie de la zone juive du plan de partage de l'ONU. Les sionistes s'en moquent. Sûrs de l'impunité internationale, ils imposent leur loi. Pour l'instant, ils sont les plus forts. Ils viennent de battre une armée arabe de 3 000 hommes qui s'était portée au secours des Palestiniens.

### UTILISATION DE LA TERREUR

Un autre type de persuasion auquel recourent les sionistes : la terreur. Un plan est froidement élaboré : l'opération « Harel ». Il s'agit de massacrer de la manière la plus épouvantable possible un village palestinien et d'exploiter l'effroi ainsi suscité pour faire fuir les paysans palestiniens. Le village est choisi, il s'appelle *Deir Yassine*. L'exécutant est choisi, il s'appelle Begin et ses troupes l'Irgoun.

Dans la matinée du 9 avril 1948, les terroristes font irruption dans le village. Toute la population est rassemblée sur la place du village. Là, 350 personnes, hommes, femmes, enfants

sont massacrés au couteau et à la mitrailleuse. Avant d'être jetés dans le puits, les cadavres sont photographiés sous tous les angles. Les photos, largement diffusées dans tout le pays, serviront à affoler la population. Des cadavres et des survivants ensanglantés sont promenés, attachés, dans les rues de Jérusalem et les campagnes environnantes par les assassins eux-mêmes. La radio scande : « *Souvenez-vous de Deir Yassine, fuyez tant qu'il est encore temps* ». Begin dira : « Non seulement le massacre de Deir Yassine était justifié, mais il n'y aurait jamais eu d'Etat d'Israël sans Deir Yassine. »

Voilà sur quoi s'est construit l'Etat sioniste.

### UNE POLITIQUE EXPANSIONNISTE

En mai 1948, 450 000 Palestiniens ont déjà été expulsés de leurs terres, des dizaines de villages rasés. Les massacres comme celui de Deir Yassine se répètent. Le 15 mai 1948 doit prendre fin le mandat britannique. Le 14 mai, Ben Gourion proclame la « création de l'Etat d'Israël » sur l'étendue de tous les territoires occupés par la force. Leur étendue ne fera d'ailleurs qu'augmenter au fil des mois. Seize minutes après sa déclaration, l'Etat est reconnu par les USA.

Cependant, la guerre est aussitôt déclarée avec tous les pays arabes environnants. Elle sera, en particulier, marquée par l'assassinat, par les groupes Stern, du médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte. Son assassin, Friedmann-Yellin, siègera, quelques années plus tard, à la Knesseth, le Parlement israélien.

Lorsque, le 20 juillet 1948, le dernier armistice est signé avec la Syrie, l'Etat israélien défini par les Nations Unies s'est agrandi de 36% aux dépens de la partie arabe. Les sionistes refusent d'ailleurs de fixer par écrit le tracé de leurs frontières. Ce serait-là se donner des limites à leurs appétits insatiables d'expansion.



Un camp de réfugiés en Jordanie. 40 000 Palestiniens entassés dans ces tentes sous la pluie ou le soleil brûlant.

Bar Zohar, le biographe de Ben Gourion, définissait ainsi le dirigeant sioniste - l'avenir montrera à quel point il avait raison - : « *Ben Gourion n'a pas l'intention de s'en tenir aux limites territoriales fixées par l'ONU... Loin de faire des déclarations creuses sur les frontières historiques de la partie juive, il se tait mais avance doucement vers son but.* »

La période qui s'ouvre alors est une période de spoliation à outrance des biens arabes. Le principe en est simple. On fait fuir les paysans palestiniens par la terreur, puis on s'approprie leurs terres.

Pendant dix ans, les sionistes vont ainsi procéder à des massacres. Le nombre des réfugiés palestiniens dans les pays limitrophes augmente sans cesse.

En 1949, l'ONU crée un organisme spécialisé, l'UNRWA. 960 000 Palestiniens sont alors réduits à l'état d'assistés perpétuels. Ils ne sont même plus officiellement Palestiniens. Tous les textes qui les concernent parlent de « réfugiés ». Ils sont ainsi parqués dans cinquante huit camps. Ce sont de véritables camps de concentration, composés de baraquements de trois mètres sur trois, serrés les uns contre les autres, construits avec des matériaux de fortune, le plus souvent avec de la tôle et du carton. Dans chaque baraque, quelques nattes sur le sol, une couverture. Chaque famille dispose ainsi d'une seule pièce. Par ailleurs, à côté des rations standard, les réfugiés ne reçoivent ni viande ni fruits ni légumes frais ni secours en argent. Le problème de l'eau se pose de façon tragique. Dans certains camps de Jordanie, l'eau est rationnée et

il n'y a qu'un seul robinet pour trois-cents personnes, ouvert une fois par semaine, pour une distribution de quarante litres par famille.

### DES VOLEURS

Cependant, les sionistes ont entamé une politique d'appropriation systématique de tous les biens et terres abandonnées de force par les réfugiés palestiniens. En 1948 et 1950 sont publiées des lois sur les « personnes absentes », qui dépouillent purement et simplement les réfugiés de leurs biens. D'autres lois du même type seront promulguées en 1953 et en 1958. 70% des Arabes d'Israël sont ainsi dépossédés de leurs propriétés. 95% des colonies agricoles juives sont installées sur des terres ainsi « abandonnées ». Les maisons, les meubles, le bétail sont également réquisitionnés. Au total, 70 000 des 110 000 hectares possédés par les Palestiniens avant 1948 ont été expropriés.

Depuis la guerre de 1948, l'Etat sioniste comprend toute la Palestine, à l'exception de ce que l'on appelle la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cela ne suffit pas encore aux dirigeants d'Israël. En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez. Une action militaire est menée en commun par les Anglais et les Français contre l'Egypte. Israël y participe par le Sinai. L'armée israélienne s'installe à Gaza. Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois que les forces des Nations Unies obtiendront le retour aux frontières de 1949.

Ce n'est que partie remise. Onze ans plus tard, le 5 juin 1967, l'armée sioniste déclenche une offensive surprise. Cette

guerre sera connue sous le nom de « guerre des six jours ».

A peine l'appareil militaire arabe a-t-il, en effet, eu le temps d'être surpris que, avec une collusion évidente, l'URSS et les USA imposent un cessez-le-feu en tout point favorable à l'Etat sioniste. Le Sinai est occupé ainsi que le Golan syrien. Mais surtout, les sionistes ont réalisé leur vieux rêve colonialiste : avec la Cisjordanie et la bande de Gaza, c'est l'ensemble de la Palestine qu'ils dominent.

Le nombre des réfugiés s'élève alors à 2 300 000 dont 290 000 dans les territoires occupés, situés entre le Jourdain et Jérusalem, 400 000 dans la bande de Gaza et 310 000 au Liban.

En novembre 1967, le Conseil de sécurité des Nations Unies vote la résolution 242. Celle-ci préconise le retrait des Israéliens des territoires occupés qu'ils viennent de conquérir, elle n'aborde cependant le problème des Palestiniens qu'en termes de « réfugiés ». De toute façon, les Israéliens n'en tiendront pas compte. Le 6 juin 1973, la guerre du « Kippour » est déclenchée sur initiative arabe pour récupérer ses territoires. Les Américains soutiennent Israël avec un pont aérien continu. Là encore, c'est sous pression des deux superpuissances, les USA et l'URSS, qu'est signé un cessez-le-feu.

Cette guerre apporte peu de modifications territoriales mais démontre que l'Etat sioniste n'est pas invincible.

Le 28 novembre 1973, le sommet arabe d'Alger reconnaît l'OLP comme le seul représentant des Palestiniens.

(A suivre)  
Serge FOREST

